

**Communiqué de presse
24 juin 2025**

La fin des aides directes au logement, un scandale d'Etat.

Ce jour, les acteurs bretons de l'habitat quittent la préfecture de région pour protester contre la disparition des aides au logement social, une première en France depuis un siècle.

A l'heure où la barre des 100 000 ménages en attente d'un logement social a été franchie en Bretagne, l'Etat décide d'abandonner purement et simplement le financement du logement social : à partir de 2026, ses aides seront réduites à néant. C'est une atteinte sans précédent au droit au logement.

La fin des aides à la construction revient à désengager l'Etat de ses responsabilités fondamentales en matière de logement. Elle met en péril la production de logements sociaux alors même que la crise du logement atteint des niveaux critiques : files d'attente interminables, précarité galopante pour les familles, les travailleurs, les jeunes actifs, les retraités.

Sans signal fort, les conséquences seront désastreuses : des logements plus chers, des délais encore plus longs, des organismes Hlm fragilisés, moins de réhabilitation des logements, des entreprises du bâtiment mises en péril. A cela s'ajoute la cacophonie autour des aides à la rénovation privée (France Rénov).

Les besoins en logements au bon prix n'ont sans doute jamais été aussi forts depuis l'après-guerre. Y répondre n'est pas négociable.

Quand il n'y a plus de politique nationale, inutile de se réunir en préfecture.

Les acteurs du Club Décentralisation et Habitat de Bretagne.

La FAS, l'URAJ, les associations représentantes des locataires (CNL) et la CGT syndicat représentant des salariés des organismes HLM.